

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

VERSION 1.0

PARTENARIAT D'INNOVATION ALTERNATIVE OPEN SOURCE

PROCEDURE 26_01_PI

Pouvoir adjudicateur : CAIH – 69003 LYON

Objet : Conception, expérimentation et industrialisation d'une suite logicielle souveraine Open Source pour l'environnement de travail et de l'infrastructure hospitalière « Alternative Open Source »

Procédure : Procédure avec négociation (articles L2124-3, R2124-3- 4°, R2161-12 et suivants du code de la commande publique - CCP)

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commandes.

Le présent projet de CCAP pourra faire l'objet de la part des opérateurs économiques admis à soumissionner de propositions ou de modifications dans le cadre de la phase 2 « Offre ». Chaque modification devra faire l'objet d'un commentaire de nature à justifier les propositions des candidats.

Les passages surlignés en gris dans ce CCAP constituent des exigences minimales qui ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve ou être négociées, ni aménagées.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
SOMMAIRE**

Préambule : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	6
ARTICLE 1 - Exigences minimales de la solution « Alternative Open Source »	6
ARTICLE 2 - Pouvoir adjudicateur et bénéficiaires du marche	7
2.1 – Pouvoir adjudicateur	7
2.2 – identifications des bénéficiaires DU MARCHE PUBLIC	7
ARTICLE 3 - Objet du marché - Dispositions générales.....	8
3.1 - Objet du marché	8
3.2 - Allotissement.....	8
3.3 - Recours au partenariat d'innovation.....	8
3.4 - Phasage du partenariat d'innovation	9
3.5 - Durée du marché	9
3.6 - Forme du partenariat d'INNOVATION	10
3.7 Pièces constitutives du marché.....	11
ARTICLE 4 - contenu des prestations.....	12
ARTICLE 5 - Délais d'exécution ou de livraison	12
ARTICLE 6 - Conditions générales d'exécution des prestations	12
6.1 - Identification des personnels du Titulaire	12
6.2 – Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé	12
6.3 - Sécurité	13
6.4 - Dispositions relatives à la sous-traitance.....	13
6.6 - Confidentialité	14
5.5.1 - Obligations du Titulaire.....	14
6.6.2 - Dispositions en cas de non-respect des obligations de confidentialite	15
7 – incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat	15
7.1-Obligation d'information	15
7.2-Modalités de poursuite du contrat.....	15
7.3- modalité de suspension du marché.....	15
8 - Langue d'exécution du marché public.....	15
9 - Vérifications et admission	17
9.1 : Vérifications et admissions des séquences de la phase R&D.....	17
9.2 : Vérifications ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS COMMANDEES SUR BONS DE COMMANDES	18
9.2.1 : Vérifications qualitatives des prestations	18
9.2.2 : Vérifications qualitatives de la mise à jour annuelle de la solution alternative	18

9.2.3 : Vérifications quantitatives	18
9.2.4 : ADMISSION	18
10 - conditions D'exécution du partenariat d'innovation	19
10.1 - gouvernance du partenariat	19
10.2 - localisation des équipes.....	19
10.3 - Décisions de mettre un terme au Partenariat d'Innovation.....	19
10.3.1 – Décision de poursuivre le marché.....	19
10.3.2 – Décision de mettre un terme au partenariat d'innovation.....	19
10.3.3 – Notification des décisions	20
10.3.4 – Conséquences de la décision de mettre un terme	20
10.4 - SUIVI ET PILOTAGE DU PARTENARIAT D'innovation.....	20
10.5 - méthodologie DE CAPITALISATION ET RETOUR D'expérience	21
10.5.1 Objectifs de la capitalisation	22
10.5.2 Moyens mis en œuvre	22
10.5.3 Livrables attendus.....	22
10.6 - PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉDITEURS METIERS	22
10.7 - Rôle du Titulaire dans la promotion et la commercialisation du programme Alternative	23
10.7.1 – Actions de promotion attendues du Titulaire	23
10.7.1.A.– Présence active lors des événements professionnels	23
10.7.1.B – OUTILS ET SUPPORTS DE COMMUNICATION À PRODUIRE.....	23
10.7.1.C. – Contribution aux actions d'information et d'adhésion	24
10.7.1.D – PRINCIPES DE NEUTRALITÉ ET D'ouverture	24
11. - recherche de subventions.....	24
12. Garanties.....	25
13. Utilisation des resultats / propriete intellectuelle	25
13.1 – DEFINITIONS.....	26
13.2 – Principes généraux	26
13.3 – Droits accordés au pouvoir adjudicateur et à ses membres	27
13.4 – Publication et contribution aux communautés Open Source	27
13.5 – Connaissances antérieures et tiers	27
13.5.1 – Connaissances antérieures du Titulaire	27
13.5.2 – Composants nécessaires à l'interopérabilité	28
13.6 – Documentation, codes sources et livrables associés.....	28
13.7 – Interdictions.....	28
13.8 – Pérennité des droits	29
13.8.1 – Droits du Titulaire	29
13.8.2 – Droits de l'Acheteur	30
13.8.3 - Étendue de la cession	30

13.8.5 - Résultats sous forme de logiciels	30
13.8.6 - Caractère non exclusif de la cession	30
Cessions exclusives spécifiques	31
Livraison des éléments nécessaires à l'exercice des droits	31
Propriété matérielle	31
13.9 – Garanties des droits.....	32
13.10 – Stipulations finales	33
ARTICLE 7 - Garanties financières / Retenue de garantie	33
ARTICLE 8 - Avances.....	33
ARTICLE 9 - prix du marché	34
9.1 - Contenu des prix du marché	34
9.2 – Prix de référence du marché – variation	34
9.3 – Clause de sauvegarde	36
ARTICLE 10 - REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE PUBLIC	37
10.1 – regime des acomptes.....	37
10.2 - Présentation des demandes de paiements	37
10.3 - Mode de règlement.....	37
10.4 - Suivi des règlements de facture	38
10.5 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES	38
11Pénalités	38
11.1. Pénalités en phase R&D.....	39
11.1.1 – Retard dans la réalisation d'une séquence R&D	39
11.1.2 – Non-conformité d'un livrable R&D	39
11.2. Pénalités en phase d'acquisition	39
11.2.1 – Retard sur une prestation commandée	39
11.2.3 – Refus ou non-admission d'une prestation	39
11.3. Pénalités liées au support et au respect des SLA.....	39
11.3.1 – Dépassement du délai d'accusé de réception (DCR)	40
11.3.2 – Dépassement du délai de prise en charge (DPC)	40
11.3.3 – Dépassement du délai de résolution (DR)	40
11.3.4 – Indisponibilité du service	40
11.4. Pénalités liées aux obligations de sécurité et d'hébergement	41
114.1 – Non-respect des obligations de sécurité.....	41
114.2 – Indisponibilité ou défaillance des mécanismes de supervision ou de remontée d'alertes	41
12.Clause de réexamen	41
12.1ALLONGEMENT DES DELAIS.....	41

12.2 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES	41
12.3 Modifications du contrat liées à des Evolutions technologiques	41
12.4 Remplacement D'un co-traitant.....	42
ARTICLE 11 - RESPONSABILITE - Assurances.....	43
11.1 - Responsabilité.....	43
11.2 - Assurance	44
ARTICLE 12 - resiliation du partenariat d'INNOVATION	44
12.1 - Résiliation du partenariat d'innovation pour non atteinte des objectifs prévus	44
12.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général	44
12.3 - Résiliation aux torts du Titulaire	44
12.4 - Résiliation pour évènements liés au marché	45
12.5 - Exécution aux frais et risques.....	45
ARTICLE 13 - Cession du marché.....	45
13.1 - Cession du marché en cours de période contractuelle	45
13.2 - Cession du marché par la personne publique	46
ARTICLE 14 - REGLEMENT DES Litiges	46
ANNEXE 3 CCAP : RGPD	48
1 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES.....	48
1.1 – DESCRIPTION DU TRAITEMENT	48
1.2 – OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT (TITULAIRE)	48
1.3 – OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT (CAIH ET/OU ÉTABLISSEMENTS).....	49
1.4 – DONNÉES PERSONNELLES DES FOURNISSEURS, PARTENAIRES ET INTERLOCUTEURS.....	50
1.5 – DROITS DES PERSONNES	50
1.6 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES	50
1.7 – ASSISTANCE DU TITULAIRE.....	50
1.8 – SORT DES DONNÉES EN FIN DE CONTRAT	51
1.9 – CLAUSE de re-examen.....	51

PREAMBULE : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Préambule

Les établissements sanitaires et médico-sociaux adhérents à la CAIH utilisent aujourd'hui majoritairement des environnements logiciels et services propriétaires intégrés, dépendant d'éditeurs internationaux dominants. Cette situation génère :

- Un coût global annuel d'exploitation (« run ») devenu difficilement soutenable ;
- Une dépendance structurelle à des technologies étrangères non maîtrisées ;
- Un risque de verrouillage technologique et de perte de souveraineté sur les données ;
- Une faible interopérabilité avec les initiatives open source nationales et européennes.

ARTICLE 1 - EXIGENCES MINIMALES DE LA SOLUTION « ALTERNATIVE OPEN SOURCE »

Cet article constitue des exigences minimales qui ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve ou être négociées, ni aménagées

Le Partenariat d'Innovation « Alternative Open Source » impose la création d'une suite complète de briques open source couvrant le Modern Workspace, l'identité numérique (ID CAIH), l'infrastructure/virtualisation, les postes de travail et l'IA. Toutes les briques doivent être **interopérables, sécurisées, souveraines, réversibles et adaptées aux besoins de la CAIH dans l'Union européenne (UE)**.

Les solutions devront être conformes au **RGPD**, à **NIS2**, aux référentiels **HDS**, **PGSSI-S** et aux doctrines **ANS/DINUM**.

En application combinée des articles L.2112-4 CCP, L1111-8 du Code de la santé publique, 9 du RGPD et en référence à l'article 31 de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique, compte tenu de la particulière sensibilité des données collectées et traitées par les établissements sanitaires et médico-sociaux, pour assurer la sécurité et leur immunité contre les lois étrangères d'application extraterritoriale, l'hébergement des données concernées devra être opéré dans des datacenters situés exclusivement sur le territoire de l'UE sur des briques elles-mêmes Open Source, obligatoirement certifié « **HDS** » (Hébergeurs de Données de Santé), et si possible certifié **SecNumCloud 3.2**.

Aucun transfert des données ou administration hors UE n'est autorisé. Il n'est pas exigé une implantation géographique des datacenters préexistante à l'attribution du marché public.

La maîtrise des données, leur portabilité et l'usage de **formats ouverts** sont des exigences minimales.

- Le Modern Workspace doit intégrer une messagerie, un calendrier, une suite bureautique open source, la coédition, la GED, la visio, et des connecteurs compatibles avec Microsoft (WOPI, formats Office).
- La brique **ID CAIH** doit offrir un IAM complet (SSO, MFA, annuaire, rôles) et être **obligatoirement interopérable avec Pro Santé Connect, CPS et e-CPS**.
- L'infrastructure doit s'appuyer sur des hyperviseurs open source (Proxmox, oVirt, OpenStack), une orchestration souveraine, des bases PostgreSQL/MariaDB, un stockage chiffré, un PRA/PCA, une supervision complète et une migration progressive depuis les environnements propriétaires.

- La brique Postes & Parc doit fournir une distribution Linux hospitalière sécurisée avec télédistribution, MDM, supervision et ergonomie adaptée.
- La brique IA doit fournir un **LLM Open Source souverain**, un assistant conversationnel interne et une **reconnaissance vocale**, si possible adaptée au médical.

Toutes les briques doivent respecter les principes de **Security & Privacy by Design** : MFA, chiffrement, segmentation, journalisation certifiée, supervision temps réel, gestion de vulnérabilités, audits et tests d'intrusion. Le PAS doit intégrer une anticipation **post-quantique** (PQC) et un plan de migration cryptographique.

Le Titulaire doit produire des prototypes, POC, pilotes, kits de migration et de formation, ainsi qu'un catalogue de services industrialisés incluant hébergement souverain, MCO, RUN, support N2/N3, automatisation, supervision centralisée et documentation complète.

Il doit accompagner les éditeurs métiers (API, SDK, guides, ateliers), participer à la commercialisation sous pilotage CAIH, maintenir la neutralité commerciale et contribuer à la recherche de subventions nationales et européennes.

Enfin, un pilotage agile trimestriel est imposé, avec des indicateurs techniques, sécurité, usage, TCO, conformité et contributions open source, alimentant les comités CAIH et la feuille de route nationale.

ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR ET BENEFICIAIRES DU MARCHE

2.1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

La centrale d'achat de l'informatique hospitalière (ci-après, dénommée « CAIH » ou « l'Acheteur ») intervient en application des dispositions des articles L2113-2 à L2113-5 CCP.

Pour accomplir la mission qui lui est confiée par ses membres, la CAIH est un pouvoir adjudicateur au sens de l'article L1211-1 CCP. Les procédures de mise en concurrence que la CAIH lance au titre de sa mission de centrale d'achat sont assujetties aux dispositions du code de la commande publique.

Le présent marché public concerne le groupement de commandes constitué par la CAIH et les établissements publics de santé listés à l'annexe 1 du CCAP, conformément aux dispositions de L2113-6 CCP. La CAIH est la coordonnatrice du groupement de commandes. Elle a en charge la passation, la signature et la notification du présent marché public. Les membres du groupement de commandes listés à l'annexe 1 du CCAP, la CAIH et l'ensemble de ses adhérents (annexe 2 du CCAP) émettront les bons de commande dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

2.2 – IDENTIFICATIONS DES BENEFICIAIRES DU MARCHE PUBLIC

Le bénéficiaire du marché est la CAIH ainsi que les membres du groupement de commandes (annexe 1 du CCAP).

Peuvent également bénéficier du présent marché passé et conclu par la CAIH en tant que centrale d'achat, tous ses membres actuels et à venir. Ce sont des établissements de santé et des structures de coopération implantés en France métropolitaine, et dans les DOM-COM.

En recourant au marché de la CAIH, les bénéficiaires sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

La liste des membres actuels et potentiels de CAIH est fournie en annexe 2 du CCAP.

Le terme « Acheteur » au sens du présent CCAP peut désigner tant la CAIH, les membres du groupement de commandes et les adhérents de la CAIH selon les stipulations du CCAP concernées.

Toutes les dispositions contractuelles du présent CCAP et des autres documents du marché pourront être opposables au Titulaire par les adhérents ayant bénéficié de la mise à disposition du présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet la conclusion d'un partenariat d'innovation pour la conception, expérimentation, la qualification et l'industrialisation d'une suite logicielle open source souveraine, couvrant les principaux besoins de l'environnement de travail, de l'identité numérique, de la virtualisation et de l'infrastructure hospitalière, y compris les bases de données et socles applicatifs.

La nature des fournitures et des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont précisées dans le Programme Fonctionnel.

Lieu(x) d'exécution : Le marché s'exécutera principalement en phase de conception chez le Titulaire du partenariat d'innovation, obligatoirement sur le territoire de l'Union européenne et sur les sites des membres du groupement de commandes pour la partie expérimentation.

3.2 - ALLOTISSEMENT

Compte tenu de la pluralité des opérateurs susceptibles d'intervenir dans le projet, les difficultés techniques et de coordination du projet pourraient s'accroître en cas d'allotissement, le présent marché public n'est donc pas alloti en application de l'article L2113-11 CCP.

3.3 - RECOURS AU PARTENARIAT D'INNOVATION

La solution à acquérir pour assurer avec les équipes des établissements la co-conception, le co-développement, l'industrialisation, la mise à disposition et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité d'une solution « Alternative Open Source », présente un caractère innovant au sens de l'article R2124-3 CCP et n'est pas déjà disponible sur le marché.

Il s'agit de la fourniture d'un socle unique Open Source sur l'ensemble des briques d'architecture technique et fonctionnelles d'un système d'information de santé interopérable avec l'écosystème de l'Agence du Numérique en Santé et l'écosystème propriétaire Microsoft.

L'originalité du modèle ALTERNATIVE repose sur les aspects différenciants et innovants suivants :

- Un guichet unique de support et de maintenance ;
- Un standard de fait "Open Source en santé" permettant aux éditeurs de progiciels métiers de migrer leur couche technique depuis des technologies monopolistiques onéreuses vers des solutions Open Source aux coûts maîtrisés.

- Garantir que les données à caractère personnel de santé ne soient plus soumises aux lois extra-européennes.

C'est la raison pour laquelle, la CAIH a recours au Partenariat d'innovation dont le régime est défini aux articles R2172-20 et suivants CCP en vue de concevoir, d'expérimenter et, le cas échéant, d'acquérir la solution innovante développée par le Titulaire et répondant à leur besoin de construire une suite alternative à l'offre de l'éditeur en place, et pour cela il devra déployer et commercialiser la solution industrialisée pour les membres du groupement de commandes et les adhérents de la CAIH.

3.4 - PHASAGE DU PARTENARIAT D'INNOVATION

Le partenariat d'innovation est séquencé de la façon suivante :

- **Phase 1 : Recherche & Développement (R&D)**, elle-même composée de 3 séquences :
 - Séquence 1 : Conception et développement ;
 - Séquence 2 : Prototypage et expérimentation dans les établissements de santé, membres du groupement de commandes ;
 - Séquence 3 : Pré-industrialisation et transfert opérationnel à l'équipe CAIH.
- **Phase 2 : Acquisition et maintien en condition opérationnelle de la solution développée.**

Le déclenchement de chaque phase et séquences intermédiaires sera subordonné à la réussite de la précédente phase ou séquence au regard d'objectifs fixés au programme fonctionnel, et à la décision expresse et préalable de la CAIH de poursuivre l'exécution du partenariat d'innovation, formalisée par acte notifié au Titulaire.

En cas d'arrêt du projet à l'issue de chaque phase, la CAIH notifiera sa décision de résiliation du partenariat d'innovation dans les conditions prévues à l'article 18.1 du présent CCAP.

3.5 - DUREE DU MARCHE

Les candidats sont invités à faire leur proposition argumentée dans la limite de la durée maximale en développant notamment les éléments justifiant cette durée. Cette durée sera définitivement fixée par l'acheteur public à l'issue de la phase de négociation au stade de l'offre finale

Les candidats sont invités à justifier le caractère long de la durée du marché et à motiver la durée minimale proposée, fixée à cinq (5) ans, assortie de deux périodes de reconduction d'une durée d'un (1) ou deux (2) ans chacune, notamment au regard de la performance économique attendue et des investissements induits par la phase de recherche et développement.

À ce titre, les candidats présentent une proposition argumentée, dans la limite de la durée maximale autorisée, en développant notamment :

- les éléments économiques et financiers justifiant la durée proposée ;
- les investissements nécessaires à la phase de R&D et à la phase d'acquisition ;
- les modalités d'amortissement de ces investissements ;
- l'impact de la durée sur la soutenabilité économique du dispositif et sur les coûts supportés par les établissements adhérents.

La durée définitive du marché sera arrêtée par l'acheteur public à l'issue de la phase de négociation, au stade de la remise de l'offre finale.

Durée des phases du partenariat d'innovation :

Phase 1 – Recherche et développement (R&D)

- La durée de la phase de recherche et développement du partenariat d'innovation est estimée à douze (12) mois à compter de la date de notification du marché.
- Cette durée constitue une durée maximale cumulée pour l'ensemble des séquences de la phase 1. Elle pourra faire l'objet d'ajustements par séquence, dans le cadre des négociations, sans modification de la durée maximale globale.

Phase 2 – Acquisition et maintien en conditions opérationnelles

La durée de la phase d'acquisition et de maintien en conditions opérationnelles est estimée entre sept (7) et neuf (9) ans, correspondant à :

- une durée ferme de cinq (5) ans ;
- assortie de deux périodes de reconduction d'une durée de un (1) à deux (2) ans chacune.

Justification de la durée dérogatoire

Le partenariat d'innovation constitue un accord-cadre au sens du Code de la commande publique.

La durée envisagée présente un caractère exceptionnel et dérogatoire aux dispositions de l'article L.2125-1, 1° du Code de la commande publique.

Cette dérogation est justifiée par la nature même du projet, qui porte sur une transformation structurelle et profonde des organisations numériques des établissements sanitaires et médico-sociaux concernés, impliquant :

- des investissements significatifs tant pour les établissements adhérents que pour le Titulaire ;
- des délais de migration étendus depuis des environnements existants complexes ;
- des actions soutenues de conduite du changement auprès des utilisateurs.

En outre, la phase d'acquisition donnera lieu à un déploiement progressif par vagues successives auprès des établissements adhérents de la CAIH, ce qui justifie la nécessité d'une durée contractuelle adaptée afin d'assurer la continuité, la stabilité et la performance économique du dispositif sur le long terme

3.6 - FORME DU PARTENARIAT D'INNOVATION

Le présent partenariat d'innovation constitue un accord-cadre composite, marché ordinaire pour la phase 1 et exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L2125-1 1° ainsi qu'aux articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 CCP pour les prestations de la phase 2. Des prestations complémentaires pourront être commandées en phase 1 par les membres du groupement par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum **mais avec un montant maximum de 250 000 000 (deux cent cinquante million)euros HT**, défini pour l'ensemble de la durée du marché public, toutes prestations confondues, périodes de reconduction éventuelle incluses.

Les prestations font l'objet :

- Des prestations forfaitaires en phase de R&D émis par la CAIH et des éventuelles prestations complémentaires émis par les établissements membres du groupement de commandes sur bons de commandes.

- Des prestations à bons de commande en phase d'acquisition. Les bons de commandes seront émis principalement par les établissements adhérents de la CAIH et par la CAIH elle-même. Chaque bon de commande précise :
- Les bons de commandes seront émis par les établissements adhérents de la CAIH et par la CAIH elle-même. Chaque bon de commande précise :
 - La référence du marché public ;
 - La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser ;
 - La date ou le délai d'exécution ;
 - Le / les lieux de livraison des fournitures /d'exécution des prestations ;
 - Le cas échéant, les délais laissés au Titulaire pour formuler ses observations.

La transmission des bons de commandes pourra être effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande peuvent être émis durant la période de validité de l'accord-cadre jusqu'à son dernier jour de validité. Leur durée d'exécution se prolonge au-delà de la date de validité de l'accord-cadre jusqu'au terme de leur exécution dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

3.7 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-TIC, le présent marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
2. Le présent CCAP (dans sa version finale) et ses annexes :
 - i. Annexe1_Liste_Etablissements_membres_du_groupement_de_commandes.PDF
 - ii. Annexe 2 : Liste_Etablissements_adhérentsde laCAIH.PDF
 - iii. Annexe 3 : Notice RGPD
3. Le Programme Fonctionnel Détaillé (PFD) (dans sa version finale) et son annexe ;
4. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics d des Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
5. La Proposition technique du Titulaire.

Hormis le CCAG-TIC applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le pouvoir adjudicateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-TIC applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG-TIC, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 - CONTENU DES PRESTATIONS

Le détail des prestations attendues sont décrites précisément dans le Programme Fonctionnel Détaillé, ses annexes, et tous autres documents techniques et organisationnels associés, issus de l'exécution du partenariat d'innovation.

ARTICLE 5 - DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Les délais de chaque phase et séquences prévus au partenariat d'innovation sont mentionnés au Programme Fonctionnel Détaillé ou dans chaque bon de commande associé.

Pour chacune des phases du partenariat d'innovation, la livraison des éléments fera l'objet d'un planning de livraison arrêté au préalable conjointement par le Titulaire et l'Acheteur dans le respect du planning prévisionnel décrit dans le Programme Fonctionnel Détaillé et tenant compte des engagements pris par le Titulaire dans son offre technique contractualisée.

Le non-respect du planning de livraison, ou en son absence des délais contractuels, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités de retard prévues à l'article 15 au présent CCAP.

Le Titulaire est responsable à ses frais et risques de la livraison, de l'installation, de la maintenance de la solution, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, des règles de l'art, et des obligations contractuelles résultant du présent marché.

Concernant les éventuelles prestations complémentaires, les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans l'offre technique du Titulaire. Les délais commencent à compter de la date de réception par le Titulaire du bon de commande émis par l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-TIC, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Le Titulaire, et chacun des membres du groupement d'opérateurs économiques titulaire le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société Titulaire du marché).

Le Titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché public.

6.2 – DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le

Titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non-accomplissement de ces formalités par le Titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG-TIC le Titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

6.3 - SECURITE

Les établissements ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements. Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le Titulaire du marché devra respecter.

Les établissements bénéficiaires pourront s'assurer, auprès des salariés du Titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au Titulaire du marché par l'établissement bénéficiaire.

L'établissement bénéficiaire se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

6.4 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à la CAIH afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

La sous traitance sera acceptée sous réserve du respect des critères souveraineté définis dans le programme fonctionnel, et si la sous traitance concerne l'hébergement, le sous-traitant doit être agréé HDS.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (cf. règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

Le présent marché public pourra être résilié pour faute si le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

6.6 - CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par l'Acheteur au Titulaire restent la propriété de l'Acheteur.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'Acheteur.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.5.1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'Acheteur ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAIH.

6.6.2 - DISPOSITIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

La CAIH pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.7 – INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT

6.7.1-OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais, des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations, et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

6.7.2-MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

Conformément à l'article R2194-5 du code de la commande publique, les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution technique ou financière du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

6.7.3- MODALITE DE SUSPENSION DU MARCHE

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché public du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, la CAIH peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au Titulaire.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies le cas échéant, par avenant à la fin de la période de crise.

6.8 - LANGUE D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

En application des dispositions de l'article R4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, l'Acheteur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

6.9 - VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les soumissionnaires sélectionnés pour la phase 2 « Offre » seront invités à faire des propositions argumentées sur les opérations de vérification. Ces propositions préciseront les méthodes pour contrôler la conformité aux besoins fonctionnels et aux exigences contractuelles, ainsi que leurs modalités et leurs durées. Les modalités de vérification et d'admission seront discutées avec les soumissionnaires dans le cadre des négociations.

Il est dérogé aux articles 29, 30, 31, 32, 33 et 34 du CCAG-TIC.

6.9.1 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES SEQUENCES DE LA PHASE R&D

Chacune des phases et chacune des séquences de la phase 1 fera l'objet d'opérations de vérifications, permettant à l'Acheteur de vérifier la conformité des livrables, l'atteinte des objectifs généraux et spécifiques et le respect des conditions de validation, et notamment la démarche générale, décrites dans l'article 6 du programme fonctionnel.

A l'issue des vérifications, l'établissement prend une décision motivée, notifiée au Titulaire, soit :

- D'admission
- De rejet.
- D'ajournement, si la phase considérée nécessite des mises au point afin de répondre aux objectifs contractuels

En l'absence de décision dans un délai de 30 jours suivant la livraison ou l'achèvement de la séquence, le titulaire adresse une mise en demeure à l'acheteur l'invitant à statuer. Si aucune décision n'intervient dans les 30 jours supplémentaires à compter de cette mise en demeure, l'admission est réputée acquise de plein droit.

En cas de décision de rejet ou d'ajournement, si le délai d'exécution est dépassé, les pénalités de retard prévues à l'article 0 du présent CCAP sont applicables.

La décision d'admission valant décision de poursuivre la phase 1 ou de démarrage de la séquence suivante ne pourra être prise que si :

- Les objectifs de la séquence sont atteints ou jugés atteints ;
- Les Résultats obtenus permettent l'entrée dans la séquence suivante ;
- Les livrables fournis sont conformes, ou conformes après corrections admises.

La décision d'admission de la troisième séquence de la phase 1 R&D ne vaut pas décision de démarrage de la phase 2 Acquisition.

6.9.2 : VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS COMMANDEES SUR BONS DE COMMANDES

Les opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations sont conformes aux règles de l'art, répondent aux besoins fonctionnels et aux stipulations du marché, notamment aux exigences fonctionnelles, techniques, de performance, de sécurité et d'interopérabilité définies au contrat.

6.9.2.1 : VERIFICATIONS QUALITATIVES DES PRESTATIONS

Si la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée, l'Acheteur pourra :

- soit procéder à l'ajournement s'il estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point ; la prestation devra alors faire l'objet sous 45 jours ouvrables des mises au point (réserves) préconisées.
- soit la refuser ; elle doit être alors immédiatement corrigée.
- soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord ; le défaut d'accord entraînant le rejet de la prestation.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché mais peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée.

6.9.2.2 : VERIFICATIONS QUALITATIVES DE LA MISE A JOUR ANNUELLE DE LA SOLUTION ALTERNATIVE

Si la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché, la CAIH prend une décision motivée d'ajournement notifiée au Titulaire.

En l'absence de décision, dans un délai de soixante jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution de la séquence, cette dernière est réputée admise.

6.9.2.3 : VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Si la prestation ne correspond pas quantitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée, les établissements pourront :

- soit procéder à l'ajournement ; la prestation devra alors faire l'objet sous 45 jours ouvrables des compléments demandés.
- soit l'accepter avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord ; le défaut d'accord entraînant le rejet de la prestation.

6.9.2.4 : ADMISSION

L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.

6.10 - CONDITIONS D'EXECUTION DU PARTENARIAT D'INNOVATION

6.10.1 - GOUVERNANCE DU PARTENARIAT

La gouvernance du partenariat d'innovation associera la CAIH, les établissements pilotes, le Titulaire du partenariat d'innovation et des institutions nationales et/ou européennes qui participeront à la démarche,

6.10.2 - LOCALISATION DES EQUIPES

Le Titulaire s'engage à maintenir une équipe projet et un support technique basés dans un ou plusieurs Etat(s) Membres(s) de l'Union européenne, parlant la langue française de façon courante.

6.10.3 - DECISIONS DE METTRE UN TERME AU PARTENARIAT D'INNOVATION

À l'issue de chacune des séquences de la phase R&D, l'Acheteur procède à l'évaluation des Résultats conformément :

- Aux objectifs (incluant les objectifs généraux et spécifiques) définis dans le Programme Fonctionnel Détaillé (PFD),
- Aux indicateurs de performance associés à la séquence décrits dans le programme fonctionnel. Ces indicateurs seront définis par la CAIH après avoir pris connaissance des propositions des candidats pendant la phase de négociation
- Et aux engagements du Titulaire.

Sur la base de cette évaluation, l'Acheteur peut prendre une décision d'admission valant décision de poursuivre le marché ou peut prendre la décision de mettre un terme au partenariat d'innovation.

6.10.3.1 – DECISION DE POURSUIVRE LE MARCHÉ

Les décisions d'admission des séquences 1 et 2 valent décision de poursuivre la phase de R&D. En revanche, le démarrage de la phase 2 Acquisition est soumis à une décision de poursuivre notifiée par l'acheteur.

6.10.3.2 – DECISION DE METTRE UN TERME AU PARTENARIAT D'INNOVATION

Cet article pourra faire l'objet de discussion - sans remise en cause des exigences minimales - lors de la procédure avec négociation

L'Acheteur peut décider de mettre un terme au partenariat d'innovation lorsque

- Les objectifs de la séquence définis dans le PFD ne sont pas atteints,
- Le Titulaire n'est pas en mesure de répondre aux exigences du PFD,
- Les Résultats sont manifestement insuffisants,
- Ou si les délais impartis, **majorés d'un maximum de 20 %**, sont dépassés sans justification, sauf retard imputable au groupement de commande.

Dans ce cas :

- Aucune indemnité n'est due au Titulaire ;

- Aucune somme n'est due pour la séquence non réalisée ou non admise ;
- Les pénalités contractuelles demeurent applicables ;
- Les droits déjà cédés ou livrables déjà produits restent acquis à l'Acheteur.

Le Titulaire peut proposer, à ses **frais exclusifs**, une reprise de la séquence ou une solution de substitution. L'Acheteur reste libre de refuser cette proposition sans que sa responsabilité puisse être engagée.

6.10.3.3 – NOTIFICATION DES DECISIONS

La Décision de mettre un terme est notifiée au Titulaire par tout moyen conférant **date certaine**.

Le démarrage de phase Acquisition prend effet à la date de notification de la Décision de poursuivre.

6.10.3.4 – CONSEQUENCES DE LA DECISION DE METTRE UN TERME

Lorsque la décision de mettre un terme est notifiée :

- L'exécution de la phase du partenariat cesse immédiatement ;
- Aucune prestation de la séquence suivante ne peut être engagée ;
- L'Acheteur conserve les droits sur les résultats déjà remis conformément à l'article 8 (Propriété intellectuelle) ;
- Les codes sources, artefacts, documents techniques, prototypes et éléments déjà remis sont considérés comme définitivement acquis.

6.10.4 - SUIVI ET PILOTAGE DU PARTENARIAT D'INNOVATION

Le Titulaire participera à des comités techniques mensuels, des comités stratégiques trimestriels, de revue et un reporting consolidé sur la sécurité, la qualité, les coûts et la conformité.

La gouvernance associera :

- la CAIH en tant que pilote du partenariat d'innovation et garant de la cohérence nationale,
- Les établissements pilotes (douze établissements sanitaires et médico-sociaux), représentés par leurs experts techniques et métiers ;
- Le Titulaire du partenariat d'innovation ;
- Les institutions nationales ;
- Les éditeurs de solution de logiciel métier volontaires à intégrer la démarche

Ces experts participeront activement aux phases de conception, de test et d'industrialisation pour :

- Mutualiser les retours d'expérimentations déjà menées localement ;
- Capitaliser sur les prototypes non industrialisés existants ;
- Ajuster les offres techniques en fonction des contraintes hospitalières réelles ;
- Garantir la faisabilité, la performance et la maintenabilité des solutions proposées.

Un comité des experts métiers et techniques sera constitué dès la phase 1 pour structurer les retours d'expérience, produire des recommandations techniques et valider les prototypes au fur et à mesure.

Le suivi du partenariat est organisé en **sprints trimestriels** (3 mois), conformément aux principes de la **méthodologie agile**.

Chaque sprint fait l'objet :

- d'une **revue de sprint** en comité technique (CAIH + établissements pilotes + industriels + éditeurs) ;
- d'une **mise à jour des indicateurs de performance**, de conformité et d'usage ;
- d'un **ajustement du backlog** (priorités fonctionnelles, sécurité, ergonomie, interopérabilité, R&D).

Les indicateurs sont définis **par brique fonctionnelle et par étape** (séquences 1, 2 ou 3), et comprennent à minima :

Domaine	Type d'indicateur	Exemples
Technique	Performance, interopérabilité, disponibilité	Taux de réussite des tests, compatibilité inter-briques, uptime %
Sécurité	Conformité RGPD/HDS/NIS2, vulnérabilités	Nb de non-conformités, délai de correction, résultat des audits
Fonctionnel	Usage, ergonomie, adoption	Taux d'utilisateurs actifs, satisfaction (note /5), retours d'usage
Économique	Coûts / gains / TCO	Ratio coût évité vs objectif – 50 %, part d'open source utilisée
R&D / Innovation	Nouvelles fonctionnalités, modularité	Nb de contributions open source, brevets ou modules produits
Financement	Subventions et cofinancements obtenus	Montant mobilisé, taux de couverture du coût de R&D

Chaque itération trimestrielle donne lieu à un **rapport d'avancement synthétique**, partagé avec la CAIH et les institutions partenaires .

Ces rapports alimentent la **trajectoire budgétaire** du projet et le **tableau de bord stratégique national**, garantissant un pilotage en continu des performances techniques, économiques et réglementaires.

6.10.5 - METHODOLOGIE DE CAPITALISATION ET RETOUR D'EXPERIENCE

Le partenariat d'innovation intègre un dispositif structuré de capitalisation continue des retours d'expérience issus :

- Des établissements pilotes et de leurs équipes métiers et techniques ;
- Des prototypes et expérimentations locales déjà réalisés dans des contextes hospitaliers variés ;
- Des initiatives des autres institutionnels (exemple DINUM) ;
- Des tests, évaluations et comités d'usages organisés pendant les séquences 1, 2 et 3 de la phase 1.

Les retours d'expérience issus des éditeurs métiers engagés dans la migration de leurs solutions seront capitalisés et intégrés dans les guides de bonnes pratiques et les référentiels d'interopérabilité.

6.10.5.1 OBJECTIFS DE LA CAPITALISATION

- Valoriser les enseignements issus des expérimentations locales pour les transformer en bonnes pratiques mutualisées ;
- Identifier les points de convergence fonctionnelle et les écarts techniques à corriger avant industrialisation ;
- Réduire les redondances d'efforts entre projets hospitaliers similaires ;
- Améliorer la qualité des livrables et la robustesse des choix techniques grâce à l'observation terrain ;
- Garantir la transférabilité des solutions à l'échelle nationale.

6.10.5.2 MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Mise en place d'un registre central des retours d'expérience (REX), accessible à la CAIH, aux établissements pilotes et aux partenaires industriels ;
- Animation d'ateliers de capitalisation trimestriels Intégration systématique d'un retour consolidé d'expérience dans les comités techniques et stratégiques ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations émises par les experts métiers et techniques dans les versions ultérieures des livrables.

6.10.5.3 LIVRABLES ATTENDUS

- Tableau de suivi des REX et indicateurs de mise en œuvre (qualité, performance, sécurité, ergonomie);
- Rapport annuel de capitalisation diffusé à la CAIH et aux institutions nationales (DINUM, ANS, ANSSI) ;
- Contribution à la rédaction des bonnes pratiques "Open Source Santé", destinées à être mutualisées au sein de la filière. `
- Choix des socles Open Source servant de base à l'offre globale

6.10.6 - PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉDITEURS METIERS

Le Titulaire mettra en place un programme structuré d'accompagnement des éditeurs de logiciels métiers afin de favoriser la migration technique et fonctionnelle de leurs solutions propriétaires vers des socles ouverts, interopérables, sécurisés et durables.

À ce titre, le Titulaire s'engage à :

1. **Animer des sessions techniques et fonctionnelles** régulières (ateliers, webinaires, formations) destinées aux éditeurs partenaires du secteur sanitaire.
2. **Produire et maintenir une documentation complète** (guides de migration, référentiels d'interopérabilité, bonnes pratiques de sécurisation).
3. **Développer et mettre à disposition des SDK, API et exemples de code** facilitant l'intégration et la compatibilité des applications métiers avec les socles open source déployés.

4. **Participer activement au groupe “Open Source Éditeurs UNIHA–CAIH”**, en assurant un rôle moteur dans la coordination des travaux, la mutualisation des outils et la diffusion des retours d’expérience.

L’objectif est de **créer un écosystème technique commun**, soutenant la transition vers des solutions souveraines et durables tout en garantissant la continuité d’exploitation des applicatifs métiers hospitaliers

6.10.7 - RÔLE DU TITULAIRE DANS LA PROMOTION ET LA COMMERCIALISATION DU PROGRAMME ALTERNATIVE

Le Titulaire contribue activement à la promotion du programme Alternative et à la diffusion de la solution open source auprès des établissements de santé à but non lucratif, conformément aux objectifs de déploiement national portés par la CAIH.

Cette contribution vise notamment à :

- **favoriser l’adhésion rapide** des établissements éligibles au marché CAIH,
- **accélérer la montée en charge** de la solution,
- **assurer la pérennité économique** de l’écosystème constitué autour du programme,
- garantir la **viabilité à long terme** du modèle open source et du service rendu.

6.10.7.1 – ACTIONS DE PROMOTION ATTENDUES DU TITULAIRE

Le Titulaire met en œuvre, en lien avec la CAIH, un ensemble d’actions permettant d’accroître la visibilité et l’adoption de la solution, comprenant notamment :

6.10.7.1.A.– PRESENCE ACTIVE LORS DES EVENEMENTS PROFESSIONNELS

Le Titulaire participe, à la demande de la CAIH, aux :

- salons nationaux du numérique en santé (SANTEXPO, HIT, etc.),
- événements organisés par la DNS, l’ANS ou la DGOS,
- rencontres régionales des établissements de santé,
- journées techniques ou thématiques portant sur l’open source, l’identité numérique, les infrastructures souveraines ou la modernisation du poste de travail.

Il met à disposition des ressources compétentes pour présenter la solution, les démonstrations et les retours d’expérience.

6.10.7.1.B – OUTILS ET SUPPORTS DE COMMUNICATION À PRODUIRE

Le Titulaire élabore, en cohérence avec la stratégie de communication de la CAIH, les supports permettant de promouvoir le programme :

- présentations institutionnelles,
- démonstrateurs et vidéos de présentation,
- fiches techniques et argumentaires,
- documentation fonctionnelle et technique vulgarisée,
- supports pour webinaires, ateliers et sessions de sensibilisation,

- éléments valorisant l'approche open source et l'interopérabilité.

Tous les supports doivent être **validés par la CAIH** avant diffusion.

6.10.7.1.C. – CONTRIBUTION AUX ACTIONS D'INFORMATION ET D'ADHESION

Le Titulaire participe :

- aux réunions d'information organisées par la CAIH auprès des établissements à but non lucratif,
- aux webinaires de présentation des Résultats du PI,
- aux ateliers dédiés aux directions informatiques et techniques,
- aux échanges permettant d'accompagner l'adhésion au marché.

Il apporte un appui technique et fonctionnel pour éclairer les établissements sur :

- les bénéfices de l'approche open source,
- la feuille de route de la solution,
- les modalités d'acquisition via la CAIH.

6.10.7.1.D – PRINCIPES DE NEUTRALITÉ ET D'OUVERTURE

Dans toutes ses actions de promotion :

- le Titulaire respecte le principe de **neutralité commerciale**,
- il n'exerce aucune pression sur les établissements pour choisir ses propres services,
- il favorise la **libre concurrence** entre les prestataires susceptibles d'accompagner le déploiement de la solution,
- il s'engage à **ne pas revendiquer d'exclusivité** sur les services associés à la solution.

Les actions sont menées sous pilotage de la CAIH, qui valide les messages, supports, engagements et formats d'intervention. L'ensemble de ces actions vise à :

- garantir un niveau d'adoption suffisant pour sécuriser le modèle économique du marché,
- favoriser la mutualisation des coûts pour les établissements,
- assurer la stabilité financière du Titulaire pendant la durée du marché,
- renforcer la visibilité du programme Alternative dans l'écosystème du numérique en santé.

6.11 - RECHERCHE DE SUBVENTIONS

Afin de garantir la soutenabilité financière du programme et d'en maximiser l'impact au sein du secteur hospitalier, le **Partenariat d'Innovation "Alternative Open Source"** intègre une démarche continue de **recherche de subventions, de cofinancements et de valorisation des Résultats**, articulée avec un **pilotage agile par indicateurs trimestriels**.

Le Titulaire, en coordination avec la **CAIH**, les **établissements pilotes** et les **institutions nationales**, contribuera à la **recherche, à la préparation et à la mise en œuvre de dossiers de subvention** ou de cofinancement public, notamment auprès de :

- L'EDIC, **Digital Commons (European Digital Infrastructure Consortium)**, un **nouveau cadre européen** qui permettra aux États membres de **concevoir, déployer et gérer ensemble des infrastructures numériques transfrontalières** ;
- la **DINUM**, dans le cadre des dispositifs de modernisation de l'action publique et d'innovation numérique ;
- l'**Agence du Numérique en Santé (ANS)**, pour les volets interopérabilité, identité numérique et cybersécurité ;
- les programmes **France 2030, Innovation Santé, ou Investissements d'Avenir** ;
- les appels européens (Horizon Europe, Digital Europe, Interreg, etc.) pour le financement de briques open source souveraines.

Le Titulaire proposera, à chaque phase, une **veille active** et un **plan de financement actualisé**, intégrant les possibilités de soutien public, les taux d'éligibilité et les contributions en nature (R&D, open source, ressources mutualisées).

6.12 GARANTIES

Les soumissionnaires sélectionnés pour la phase 2 « Offre » seront invités à faire des propositions de garanties complémentaires susceptibles d'être discutées lors des négociations.

Le Titulaire garantit :

- Que les Résultats livrés respectent pleinement les principes et licences du logiciel libre ;
- Qu'il détient les droits nécessaires pour concéder les droits prévus au présent article ;
- Qu'aucun élément livré ne viole les droits d'un tiers ;
- Que les dépendances logicielles utilisées sont conformes aux licences libres déclarées ;
- Qu'il assurera la correction ou le remplacement, à ses frais, de tout élément soumis à contestation ou revendication de droits.

La CAIH peut exiger :

- La suppression d'un composant incompatible,
- Son remplacement par un composant libre,
- Sa mise en conformité avec une licence open source.

Ces garanties constituent des exigences minimales.

6.13 UTILISATION DES RESULTATS / PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les présentes stipulations pourront faire l'objet, dans le cadre de la négociation d'échanges et de propositions des soumissionnaires admis à participer à la phase « Offre » de la procédure, dans la limite du principe fondamental ci-après :

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des développements logiciels, codes sources, documentations techniques et fonctionnelles, scripts, outils, interfaces, configurations et, plus généralement, tous éléments livrés dans le cadre du présent marché public sont réalisés dans le but exclusif d'être diffusés sous licence(s) open source.

Il est dérogé aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC dans les conditions définies ci-après :

6.13.1 – DEFINITIONS

- **Résultats** : l'ensemble des livrables issus des prestations, études préalables, développements spécifiques, paramétrages, composants logiciels, prototypes, documentations, scripts, modules, connecteurs, infrastructures as code, diagrammes, modèles, architectures ou méthodologies, codes objets, codes sources, documentations, scripts d'intégration et fichiers de configuration, constitutifs ou nécessaires à l'exploitation et à la maintenance de la suite logicielle.
- **Connaissances antérieures** : tous éléments, y compris « connaissances antérieures standards » placées sous licence libre/Open Source, préexistants aux prestations et incorporés ou nécessaires à l'exploitation des Résultats.
- **Besoins et finalités d'utilisation** : désignent les besoins exprimés au marché public et, en toute hypothèse, ceux découlant de l'objet des prestations commandées, incluant la possibilité d'assurer ou faire assurer l'évolution (maintenance) des Résultats.
- **Licences libres/Open Source** : désigne une licence libre/ouverte conforme à la législation applicable, permettant notamment l'accès au code source, la modification, la redistribution et la réutilisation selon les termes définis par ladite licence.

6.13.2 – PRINCIPES GENERAUX

Le présent partenariat d'innovation a pour finalité la production d'une suite logicielle et d'outils techniques **entièrement Open Source**.

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des développements logiciels, codes sources, documentations techniques et fonctionnelles, scripts, outils, interfaces, configurations et, plus généralement, tous éléments livrés dans le cadre du présent marché public, sont réalisés dans le but d'être diffusés sous licence(s) open source.

À ce titre, l'ensemble des Résultats obtenus dans le cadre du marché est créé dans l'esprit des logiciels libres et doit respecter les principes suivants :

- **Ouverture du code,**
- **Réutilisation libre,**
- **Absence de redevance,**
- **Interopérabilité,**
- **Transparence des algorithmes et configurations,**
- **Documentation complète,**
- **Publication sous licences open source reconnues** (OSI ou équivalentes).

L'ensemble des Résultats est livré sous **licence libre / Open Source** compatible avec les objectifs de souveraineté, d'interopérabilité et de réutilisation par les établissements de santé français.

Le Titulaire garantit en outre que les Résultats ne comportent aucune dépendance technique, logicielle, contractuelle ou commerciale susceptible d'entraver leur utilisation, modification, maintien, hébergement,

compilation, déploiement ou redistribution par la CAIH ou ses adhérents. Toute dépendance nécessaire doit être préalablement identifiée et compatible avec les objectifs open source du marché.

6.13.3 – DROITS ACCORDES AU POUVOIR ADJUDICATEUR ET A SES MEMBRES

Le Titulaire cède à la CAIH, à ses adhérents actuels et futurs, et aux membres du groupement de commandes, à titre non exclusif, gratuit, irrévocable, pour le monde entier et pour toute la durée de protection légale, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux Résultats.

La cession comprend notamment le :

- **droit de reproduire**, en tout ou partie, sur tout support ;
- **droit de représenter et de communiquer** au public ;
- **droit de modifier, adapter, corriger, traduire, faire évoluer, interfacer** ;
- **droit de redistribuer**, publier et diffuser les Résultats sous licence libre ;
- **droit de créer des œuvres dérivées, forks, versions modifiées** ;
- **droit de confier tout ou partie de la maintenance, évolution ou exploitation à un tiers.**

Cette cession inclut tous les éléments matériels nécessaires (codes sources non obfusqués, documentation complète, fichiers natifs, pipelines, configurations).

Aucune restriction de durée, ni redevance ne peut être appliquée.

La cession inclut également le droit d'exécuter, d'observer, de tester, de compiler, de décompiler ou de procéder à toute opération nécessaire à l'interopérabilité, conformément à la directive 2009/24/CE.

6.13.4 – PUBLICATION ET CONTRIBUTION AUX COMMUNAUTES OPEN SOURCE

L'Acheteur est libre de publier, redistribuer ou reverser tout ou partie des Résultats :

- dans les communautés open source concernées,
- ou dans une distribution maintenue par elle-même.

Le Titulaire s'engage à :

- respecter les règles de contribution upstream,
- fournir un code propre, documenté, auditable,
- faciliter la réintégration dans les projets d'origine.

Le Titulaire fournit, pour chaque composant intégré ou développé, l'ensemble des notices légales, mentions de copyright, licences complètes et obligations associées, ainsi qu'un inventaire de conformité des licences.

6.13.5 – CONNAISSANCES ANTERIEURES ET TIERS

6.13.5.1 – CONNAISSANCES ANTERIEURES DU TITULAIRE

Le Titulaire identifie préalablement, et de manière exhaustive, ses connaissances antérieures utilisées dans le cadre du marché.

Ces éléments doivent :

- être sous licence open source compatible, **ou**
- être mis à disposition de la CAIH sous une licence permettant l'usage, la modification et la redistribution **sans restriction incompatible avec les objectifs du marché.**

Aucun élément propriétaire ne peut être intégré sans autorisation expresse et écrite de la CAIH.

Toute connaissance antérieure ajoutée en cours d'exécution du marché doit faire l'objet d'une nouvelle identification et approbation préalable.

6.13.5.2 – COMPOSANTS NECESSAIRES A L'INTEROPERABILITE

Pour les seuls besoins d'interopérabilité avec des solutions éditeurs propriétaires (ex. Microsoft), des composants spécifiques peuvent être soumis à une licence différente.

Ces composants doivent être dûment identifiés et ne peuvent remettre en cause :

- L'ouverture du reste de la solution,
- La liberté de modification et de redistribution des autres Résultats.

Ces composants doivent être strictement limités aux fonctions nécessaires, isolés des autres modules et aisément remplaçables.

6.13.6 – DOCUMENTATION, CODES SOURCES ET LIVRABLES ASSOCIES

Le Titulaire remet l'intégralité des éléments nécessaires à l'usage, la maintenance et l'évolution des Résultats, notamment :

- codes sources complets et non obfusqués ;
- scripts, dépendances modifiées, configurations, modèles, schémas ;
- pipelines CI/CD, outils de test ;
- documentations d'installation, d'architecture, d'exploitation, de maintenance ;
- fichiers sources natifs (format ouvert) pour les livrables non logiciels.

Aucune restriction de confidentialité ne peut être opposée, sauf éléments expressément identifiés pour interopérabilité propriétaire (ex : connecteurs Microsoft).

Le Titulaire fournit également une procédure de reconstruction complète permettant à tout tiers de recompiler, reconstruire, déployer et tester l'ensemble des Résultats, incluant environnements Docker/OCI, scripts IaC, workflows de build, dépendances figées et variables documentées.

Les livrables ne doivent contenir aucune donnée personnelle au sens du RGPD, ou d'une particulière sensibilité au sens de l'article 31 de la loi SREN.

6.13.7 – INTERDICTIONS

Le Titulaire s'interdit de :

- apposer des restrictions d'usage ou de distribution contraires aux licences open source choisies ;
- revendiquer un droit exclusif sur tout élément développé dans le cadre du marché ;
- déposer des marques, noms de domaine, brevets ou signes distinctifs portant sur les Résultats ;
- utiliser les Résultats du marché pour obtenir des prix, trophées ou subventions sans accord écrit de la CAIH ;
- reprendre les livrables pour en dériver un produit propriétaire ou commercial soumis à licence restrictive.

Le Titulaire garantit l'absence de code malveillant, porte dérobée, composant obfusqué, mécanisme d'accès caché ou télémétrie non documentée.

6.13.8 – PERENNITE DES DROITS

En cas de résiliation ou à l'expiration du présent marché, **la CAIH et ses membres conservent l'intégralité des droits** définis au présent article, sans limitation de durée, de territoire ou de licence.

Les livrables fournis avant la cessation restent pleinement utilisables, exploitables, modifiables et redistribuables.

6.13.8.1 – DROITS DU TITULAIRE

Le Titulaire dispose d'un **droit non exclusif** de réutilisation des livrables produits dans le cadre du présent partenariat d'innovation, dans le strict respect :

- des **licences open source** applicables aux composants concernés,
- des obligations de citation et de transparence qui y sont attachées,
- et des objectifs de souveraineté, d'interopérabilité et d'ouverture définis par le marché.

Ce droit de réutilisation ne confère au Titulaire **aucun droit exclusif**, ni aucun droit d'appropriation, ni aucune faculté de restreindre l'usage, la modification, la diffusion ou la redistribution des livrables par la CAIH ou ses adhérents.

Le Titulaire **ne peut tirer aucun avantage ou reconnaissance institutionnelle indépendante** des travaux réalisés dans le cadre du partenariat d'innovation. ^[OBJ]

À ce titre, et sauf accord préalable et écrit de la CAIH, il **ne peut invoquer ou exploiter les Résultats du marché** en vue d'obtenir des :

- Subventions,
- Financements publics ou privés,
- Labels,
- Trophées,
- Prix,
- Distinctions ou titres valorisants.

Toute démarche de valorisation externe liée au projet relève du **pouvoir exclusif de la CAIH**, qui pourra associer le Titulaire lorsqu'elle le jugera opportun, dans les conditions qu'elle déterminera.

Le Titulaire ne peut en aucun cas revendiquer ou déposer un brevet portant sur les Résultats ou leurs évolutions. Tout projet de brevet lié directement ou indirectement aux Résultats doit être immédiatement notifié à la CAIH, qui peut s'y opposer.

6.13.8.2 – DROITS DE L'ACHETEUR

Le Titulaire cède à l'Acheteur l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux Résultats produits dans le cadre du partenariat d'innovation, afin de permettre leur utilisation, leur maintenance, leur évolution, leur diffusion et leur réutilisation dans un cadre pleinement conforme aux principes du logiciel libre.

Cette cession porte sur l'ensemble des Résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de paiement des prestations dues, **pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.**

6.13.8.3 - ÉTENDUE DE LA CESSION

La cession inclut, dans le respect du droit moral de l'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux nécessaires à l'exploitation ouverte des Résultats, et notamment :

- le droit de reproduction, par tout moyen et sur tout support, existant ou à venir ;
- le droit de représentation et de communication au public ;
- le droit d'adaptation, de modification, d'évolution, de traduction, d'agencement, de correction, d'intégration et d'interfaçage ;
- le droit de redistribution, de publication et de mise à disposition sous licence open source ;
- le droit d'incorporer ou d'intégrer tout ou partie des Résultats dans des solutions existantes ou futures ;
- le droit de confier la maintenance, l'évolution ou la réutilisation des Résultats à tout tiers, y compris via une mise à disposition publique.

6.13.8.5 - RESULTATS SOUS FORME DE LOGICIELS

Pour les logiciels, la cession comprend notamment :

- les droits d'évaluer, observer, tester, compiler, dupliquer, afficher, exécuter, stocker, interfacier et configurer les Résultats ;
- les droits de décompiler ou procéder à toute opération permettant l'interopérabilité avec d'autres systèmes ou logiciels, conformément à la directive 2009/24/CE ;
- les droits de réaliser de nouvelles versions, forks, dérivations, correctifs ou évolutions, y compris par des tiers mandatés ;
- le droit de réutiliser les algorithmes, logiques, modèles ou méthodes.

6.13.8.6 - CARACTERE NON EXCLUSIF DE LA CESSION

La cession est consentie à titre non exclusif, permettant au Titulaire d'exercer les droits ouverts prévus à l'article 10.2 du présent CCAP. Ce caractère non exclusif est indispensable pour garantir la compatibilité avec les licences open source utilisées dans le cadre du marché.

CESSIONS EXCLUSIVES SPECIFIQUES

Compte tenu de leur nature, les éléments suivants font l'objet d'une **cession exclusive** à l'Acheteur :

1. les éléments d'identité visuelle (dénominations, logos, chartes, slogans, habillages graphiques) destinés à distinguer les productions ou services de la CAIH ;
2. les créations destinées à promouvoir les travaux ou services de la CAIH, ou plus largement ses missions de service public ;
3. les Résultats expressément qualifiés de confidentiels par la CAIH.

Le Titulaire s'interdit tout dépôt ou réservation, en France ou à l'étranger, de marques, logos, noms de domaine, comptes sur réseaux sociaux ou tout autre signe distinctif portant sur ces éléments ou susceptibles de créer une confusion avec la CAIH.

LIVRAISON DES ELEMENTS NECESSAIRES A L'EXERCICE DES DROITS

Afin de permettre à l'Acheteur d'exercer pleinement les droits cédés, le Titulaire livre, spontanément et au fur et à mesure de l'exécution du marché, tous les éléments nécessaires, notamment :

Pour les logiciels :

- les codes exécutables ;
- les codes sources complets, non obfusqués, accompagnés de l'ensemble de la documentation technique et fonctionnelle ;
- les artefacts associés (scripts de compilation, pipelines CI/CD, fichiers de configuration, dépendances non standard, modèles et schémas) ;
- la documentation projet (cadrage, conception, exploitation, maintenance) sous un format ouvert.

Pour les œuvres non logicielles :

- les fichiers sources et natifs dans un **format ouvert** (ex. SVG, ODP, ODT, FLAC).

Le Titulaire ne peut imposer aucune confidentialité sur les codes sources, artefacts et documents livrés, dès lors qu'ils relèvent du périmètre open source du marché.

PROPRIETE MATERIELLE

La propriété matérielle des fichiers, supports, documents, codes, scripts, images, modèles, et de tout objet livrable est transférée à l'Acheteur à la livraison.

Elle est comprise dans le prix du marché.

La cession couvre également tous droits liés aux constructions dérivées, reproductions automatiques, environnements de compilation ou d'automatisation.

6.13.9 – GARANTIES DES DROITS

Le Titulaire garantit à l'Acheteur que les socles technologiques de base qu'il sélectionne, ainsi que l'ensemble des développements, paramétrages, configurations et intégrations réalisés dans le cadre du marché, sont pleinement conformes aux principes du logiciel libre, aux licences open source applicables et aux objectifs de souveraineté, d'interopérabilité et de réutilisation définis par le partenariat d'innovation.

Le Titulaire garantit que les dépendances tierces utilisées sont exemptes de vulnérabilités connues à la date de livraison et fournit un rapport d'analyse de sécurité comprenant la liste des CVE détectées et corrigées.

À ce titre, le Titulaire garantit notamment :

- **Qu'il est Titulaire ou légitimement détenteur** des droits nécessaires sur les éléments fournis, développés, intégrés ou réutilisés, y compris les connaissances antérieures qu'il met en œuvre.
- **Qu'il dispose de toutes les autorisations requises**, y compris celles relatives aux droits de la personnalité, et plus généralement de toutes les autorisations nécessaires pour que l'Acheteur et ses adhérents puissent utiliser, modifier, maintenir et diffuser les Résultats conformément au présent marché.
- **Qu'il indemniserait l'Acheteur**, en l'absence de faute directe de ce dernier et sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation ou revendication d'un tiers fondée sur :
 - une atteinte alléguée à un droit de propriété intellectuelle,
 - une violation de licence open source,
 - une utilisation de connaissances antérieures standards ou non,
 - une violation de droits de la personnalité.
- Si l'Acheteur est mis en cause ou poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme **du fait de l'utilisation des Résultats**, il en informe sans délai le Titulaire. Le Titulaire intervient alors à l'instance et apporte à l'Acheteur **toute l'assistance requise** pour sa défense.
- En cas de litige ou de risque sérieux de litige, le Titulaire devra, au choix de l'Acheteur :
 - (i) modifier ou remplacer les éléments litigieux, de manière à supprimer tout risque juridique, tout en respectant les spécifications du marché et les exigences open source ;
 - (ii) obtenir, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur, le droit pour celui-ci d'utiliser les éléments en cause sans limitation ;

(iii) si aucune de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, **rembourser les sommes versées** au titre des éléments litigieux et indemniser l'Acheteur du préjudice subi.

- Le Titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'Acheteur serait condamné (en l'absence de faute de ce dernier) du fait d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale, de parasitisme, d'une violation de licence open source, dès lors que la décision de justice est exécutoire.

6.13.10 – STIPULATIONS FINALES

De manière générale, le Titulaire ne peut opposer aucun droit de propriété intellectuelle, ni aucun droit de nature quelconque, pour limiter ou restreindre l'usage, la modification, l'évolution, la traduction, l'interopérabilité, la diffusion, ou la réutilisation des Résultats ou des connaissances antérieures, dès lors que ces usages sont conformes aux besoins définis par le marché et aux principes du logiciel libre.

Dès lors que ces éléments pourraient limiter la capacité de l'Acheteur à faire évoluer, adapter ou interfacer les Résultats avec d'autres systèmes ou logiciels, présents ou futurs. Le Titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements de menus ou de commandes, l'ergonomie, les interfaces ou la navigation.

Au terme du marché (expiration ou résiliation), l'Acheteur conserve intégralement et sans restriction l'ensemble des droits sur les Résultats d'utilisation, de modification, de diffusion et de maintenance prévus au présent article.

L'Acheteur peut, pour les besoins de ses missions ou de celles de ses adhérents transmettre, ou confier à un tiers, la mise en œuvre, la maintenance, l'évolution ou l'intégration des Résultats et des connaissances antérieures, dans les limites de l'objet du marché et dans le respect des licences open source utilisées.

ARTICLE 7 - GARANTIES FINANCIERES / RETENUE DE GARANTIE

Les soumissionnaires sélectionnées lors de la phase 2 « Offre » seront invitées à faire leurs propositions argumentées. Les modalités liées à la retenue de garantie feront l'objet de discussions lors de la procédure avec négociation.

Une retenue de 5 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte, règlement partiel définitif et solde payé au Titulaire.

Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie.

Conformément à l'article R2191-36 du code de la commande publique, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande.

ARTICLE 8 - AVANCES

Les candidats sont invitées à faire leurs propositions argumentées. Les modalités liées à l'avance feront l'objet de discussions lors de la procédure avec négociation

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 CCP.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-TIC, le taux de l'avance est de 5% du montant du marché pour la phase 1 (R&D) et la phase 2 (Acquisition) sous réserve de la constitution d'une garantie à la première demande.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 CCP.

ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHE

La phase de R&D fera l'objet d'un prix global et forfaitaire. Des prix unitaires seront toutefois maintenus pour les développements complémentaires, les prestations de maintenance spécifique ainsi que pour d'autres prestations accessoires. **Les candidats sont invités à faire leurs propositions argumentées de décomposition des prix et peuvent soumettre des pistes d'optimisation du modèle économique. Le modèle économique fera l'objet de discussions avec les candidats dans la procédure avec négociation.**

9.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHE

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférent et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

9.2 – PRIX DE REFERENCE DU MARCHE – VARIATION

Les soumissionnaires seront invités à indiquer dans leur offre les modalités de variation des prix. Ces modalités de variations de prix devront être justifiées par l'évolution de leurs coûts d'investissement et d'exploitation

Les prix sont des prix forfaitaires et unitaires .

Les prix forfaitaires de la phase R&D sont fermes.

Les prix des prestations de la phase acquisition pourront évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du Titulaire et sans que le marché ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés.

Le Titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles (prévues expressément par la clause contractuelle), et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des prestations concernées.

Ce tarif est annexé au marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au comptable. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché. La révision se fera selon la formule suivante :

Modalités générales de l'indexation annuelle

- **Périodicité** : annuelle
- **Date d'effet** : à la date anniversaire de la notification du marché
- **Indice de référence** : dernier indice publié connu à la date de révision
- **Indice de base** : indice du mois de notification du marché
- **Révision sans rétroactivité**
- **Indices publics français ou reconnus**

1. Prestations NTIC (TJM) – Indexation annuelle

Indice de référence : **Indice SYNTEC** (services numériques – France)

Formule d'indexation annuelle

$$P_n = P_0 \times \left(0,20 + 0,80 \times \frac{S_n}{S_0} \right)$$

Définitions

- P_0 : prix initial contractuel
- P_n : prix applicable pour l'année n
- S_0 : valeur de l'indice SYNTEC du mois de notification
- S_n : valeur de l'indice SYNTEC du mois anniversaire de l'année n
- **20 %** : part fixe non révisable
- **80 %** : part indexée annuellement sur l'évolution des coûts de main-d'œuvre NTIC

2. Hébergement HDS – Indexation annuelle

Indices de référence (France)

Nature du coût	Indice
Main-d'œuvre exploitation	Indice SYNTEC
Énergie (datacenters)	INSEE – Électricité, gaz, vapeur (CPF 35)
Services techniques	INSEE – Indices de prix de production des services

Formule d'indexation annuelle HDS

$$P_n = P_0 \times \left(0,20 + 0,40 \times \frac{S_n}{S_0} + 0,20 \times \frac{E_n}{E_0} + 0,20 \times \frac{I_n}{I_0} \right)$$

Définitions

- *S* : indice SYNTEC
- *E* : indice INSEE – prix de l'électricité
- *I* : indice INSEE – services informatiques / services de production
- **20 %** : part fixe non révisable
- **80 %** : part indexée annuellement sur les coûts réels d'un hébergement HDS

Références :

- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8634213>
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010765513>
- <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

9.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toute augmentation supérieure à 5% par rapport au dernier prix applicable est susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour le Titulaire. Dans cette hypothèse, ce sont les prix du cadre de réponse financière en vigueur qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

Les soumissionnaires seront invités à faire leurs propositions argumentées. Cet article sera discuté lors de la procédure avec négociation au même titre que celui sur les modalités de révision des prix.

ARTICLE 10 - REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ PUBLIC

10.1 – REGIME DES ACOMPTES

Des acomptes pourront être versés au Titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 CCP. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les candidats sont invités à faire leurs propositions argumentées. Les modalités de règlement feront l'objet d'une discussion : périodicité des paiements, modalités de présentation des factures. Les candidats sont invités à formuler toute proposition utile.

10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG-TIC.

Déclaration de la TVA

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

Attendus communs à toutes les factures :

En complément des mentions légales,

Le Titulaire envoie son projet de décompte obligatoirement

➤ **Pour les Etablissements** : les factures sont obligatoirement déposées par le titulaire via **la plateforme CHORUS PRO**. Les attendus des factures déposées sur le portail Chorus.

➤ **caih@caih-sante.org**

Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet de la demande de paiement, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et avec une nouvelle date.

10.3 - MODE DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité publique.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, trésorier de chaque établissement hospitalier. Les modalités de calcul du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par les articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'admission de la prestation (règle du service fait).

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, Le Titulaire informera sans délai l'acheteur et lui transmettra le nouveau RIB à l'adresse suivante : caih@caih-sante.org

L'acheteur ne peut être tenu responsable de l'interruption des paiements de la prestation en cas de non respect de ce cas de figure, le Titulaire ne pourra se soustraire à son obligation d'information.

10.4 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE

Concernant les factures au format électronique déposées sur le portail Chorus Pro :

Le site <https://chorus-pro.gouv.fr> permet de connaître les statuts mis en œuvre par les différents établissements

10.5 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 CCP. Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG TIC, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants : la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

La CAIH délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

11 PENALITES

Cet article pourra faire l'objet de discussion pendant la procédure avec négociation

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Les pénalités suivantes sont applicables dès lors que les défaillances constatées sont imputables au Titulaire. Elles sont **cumulatives**, sauf lorsqu'une pénalité de rang supérieur couvre intégralement l'évènement générateur.

Des pénalités peuvent être appliquées sur :

- la **phase R&D** ;
- la **phase d'acquisition** ;
- les **prestations de support et d'hébergement** ;
- le **non-respect des SLA** ;
- les **retards de livraison** ;

- le **non-respect des obligations de sécurité** (clause séparée possible).

11.1. PENALITES EN PHASE R&D

Les pénalités suivantes s'appliquent en cas de retard, de non-respect des livrables attendus ou de non-conformité des livrables aux exigences contractuelles. Les pénalités sont cumulatives et sont plafonnées à 20% du montant HT de la phase totale des prestations de R&D.

11.1.1 – RETARD DANS LA REALISATION D'UNE SEQUENCE R&D

- **0,3 % du montant HT de la séquence concernée par jour ouvré de retard**, à compter du lendemain de la date contractuelle de livraison du livrable ou du jalon.

11.1.2 – NON-CONFORMITE D'UN LIVRABLE R&D

En cas de non-conformité d'un livrable majeur (prototype, code source, documentation, outillage, démonstrateur), la CAIH peut appliquer :

- **1 % du montant de la séquence concernée par semaine de non-conformité**, jusqu'à la mise en conformité ou l'ajournement formel.

Un ajournement peut entraîner l'application des pénalités de retard mentionnées en 15.1.1.

11.2. PENALITES EN PHASE D'ACQUISITION

Les pénalités suivantes s'appliquent aux prestations commandées via bons de commande : déploiement, migration, installation, intégration, formation, etc.

11.2.1 – RETARD SUR UNE PRESTATION COMMANDEE

- **1% du montant HT de la prestation concernée par semaine ouvrée de retard**, à compter du lendemain de la date d'exécution prévue.

11.2.3 – REFUS OU NON-ADMISSION D'UNE PRESTATION

En cas de refus ou non-admission d'une prestation (livraison non conforme) :

- **2 % du montant HT de la prestation**, pouvant être réappliqués si une seconde livraison est nécessaire et reste non conforme.

Plafond Acquisition : les pénalités en phase d'acquisition sont limitées à **20 %** du montant maximum HT de l'accord-cadre.

11.3. PENALITES LIEES AU SUPPORT ET AU RESPECT DES SLA

Les pénalités suivantes s'appliquent en cas de non-respect des engagements de support et des niveaux de service (SLA) définis dans le contrat.

Elles reposent sur les principes suivants :

- Les pénalités sont dues de plein droit, sans mise en demeure préalable.
- Les pénalités n'excluent pas une mise en œuvre de la responsabilité contractuelle.
- L'application de pénalités ne vaut pas renonciation à la bonne exécution des obligations.
- Les plafonds globaux sont définis par phase pour respecter le principe d'équilibre contractuel.

11.3.1 – DEPASSEMENT DU DELAI D'ACCUSE DE RECEPTION (DCR)

Pour chaque ticket n'ayant pas reçu d'accusé de réception dans le délai contractuel :

- **50 €** par ticket.

11.3.2 – DEPASSEMENT DU DELAI DE PRISE EN CHARGE (DPC)

Pour chaque ticket hors délai de prise en charge :

- **150 €** par ticket de sévérité 1 (bloquant)
- **75 €** par ticket de sévérité 2
- **30 €** par ticket de sévérité 3

11.3.3 – DEPASSEMENT DU DELAI DE RESOLUTION (DR)

Par heure de dépassement du délai de résolution :

- **300 € / heure** pour un incident de sévérité 1 (service indisponible)
- **150 € / heure** pour un incident de sévérité 2
- **50 € / heure** pour un incident de sévérité 3

11.3.4 – INDISPONIBILITE DU SERVICE

En cas d'indisponibilité totale ou partielle du service d'hébergement ou d'un composant critique (ID, workspace, annuaire, API, authentification, supervision), les pénalités suivantes s'appliquent :

Disponibilité mensuelle < 99,5 % : – 2 % du forfait mensuel
Disponibilité mensuelle < 99 % : – 5 % du forfait mensuel
Disponibilité mensuelle < 98 % : – 10 % du forfait mensuel
Disponibilité mensuelle < 96 % : – 20 % du forfait mensuel

Ces pénalités sont cumulables avec les pénalités de résolution des incidents.

11.4. PENALITES LIEES AUX OBLIGATIONS DE SECURITE ET D'HEBERGEMENT

En complément des pénalités liées aux SLA, les événements suivants déclenchent des pénalités spécifiques :

11.4.1 – NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE SECURITE

- **2 % du montant annuel du support** par violation impliquant un manquement substantiel (PSSI, RGPD, ANSSI, logs d'accès, segmentation, chiffage).

11.4.2 – INDISPONIBILITE OU DEFAILLANCE DES MECANISMES DE SUPERVISION OU DE REMONTEE D'ALERTE

- **0,5 % du forfait mensuel d'hébergement par heure d'indisponibilité**, plafonné à **10 %** sur le mois.

12. CLAUSE DE REEXAMEN

Les clauses de réexamen de ce chapitre s'appliquent conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, sans préjudice des autres clauses du marché, notamment celles concernant la révision des prix et les prix définitifs de la phase d'acquisition.

12.1 ALLONGEMENT DES DELAIS

Le titulaire peut, à son initiative, demander par écrit un allongement d'un délai d'exécution du marché, en motivant sa demande et en fournissant les justifications nécessaires.

L'acheteur dispose de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision au titulaire.

À défaut de réponse dans ce délai, la demande est considérée comme refusée.

En cas d'acceptation, la décision de la CAIH, précisant expressément que le prolongement du délai contractuel est accordé, est notifiée au Titulaire. Le délai d'exécution est alors prorogé, sans qu'il soit nécessairement procédé à la conclusion d'un avenant.

12.2 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit la CAIH de toute modification de désignation ou de référence des services, objets du présent marché public.

La CAIH prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références des services considérés, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ces services dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

12.3 MODIFICATIONS DU CONTRAT LIEES A DES EVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

En cas d'évolution technologique de nature à contribuer à une amélioration des Résultats, le Titulaire pourra proposer à l'Acheteur une modification des dispositions contractuelles.

Sur la base des informations transmises, la CAIH décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, la CAIH peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de la CAIH.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux services, toute évolution technologique acceptée par la CAIH, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par la CAIH donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à la CAIH

12.4 REMPLACEMENT D'UN CO-TRAITANT

En cas de groupement d'opérateur économique, toute substitution d'un membre du groupement par un autre opérateur économique (y compris le mandataire) constitue une modification du titulaire du marché.

Le code de la commande publique n'autorise un tel changement de titulaire sans remise en concurrence que dans deux hypothèses (articles L. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique) :

- d'une clause de réexamen ;
- d'une opération de restructuration du titulaire initial

En cas d'opération de restructuration d'un membre du groupement (achat, fusion, acquisition), le co-traitant concerné pourra être remplacé par un autre co-traitant sous réserve que le nouveau co-traitant réponde, dans la mesure où il a vocation à accéder, collecter, traiter, héberger des données d'une particulière sensibilité du projet comme définies au Programme Fonctionnel, aux exigences minimales prévues à l'article préliminaire du programme fonctionnel notamment en termes de souveraineté, et de liens capitalistiques.

Un avenant est conclu si le co-traitant répond aux conditions de participation de la consultation initiale et aux exigences de l'article préliminaire du programme fonctionnel.

Si tel n'est pas le cas,

le groupement sera tenu de proposer, dans un délai de trente (30) jours, un autre co-traitant avec une solution alternative présentant des garanties de souveraineté, notamment en termes de liens capitalistiques, strictement conformes aux exigences fixées à l'article préliminaire du programme fonctionnel.

Le cas échéant, le nouveau co-traitant proposé qui répond aux conditions de participation du marché public et aux exigences précitées est intégré par voie d'avenant.

À défaut de proposition acceptable dans le délai imparti, ou en cas d'impossibilité avérée de substitution conforme, la CAIH se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché, dans les conditions prévues par le présent CCAP.

Cette clause constitue une clause de réexamen au sens de l'article L.2194-1 CCP.

12.5 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION

Dans l'hypothèse où, au cours de la phase de recherche et développement (R&D), le Titulaire constate que les besoins de développement sont sensiblement plus importants que ceux initialement prévus, il en informe l'Acheteur et lui transmet l'ensemble des éléments techniques, financiers et méthodologiques permettant de justifier, de manière précise, sincère et transparente :

- Les causes de cette augmentation ;
- la structure détaillée des coûts proposés ;
- leur lien direct et exclusif avec les travaux réalisés au titre de la phase de R&D ;
- leur caractère nécessaire et proportionné au regard des objectifs du marché.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve expressément le droit :

- de vérifier, analyser et auditer les éléments transmis ;
- de solliciter toute précision ou justification complémentaire ;
- de faire réaliser, le cas échéant, toute étude ou analyse contradictoire, notamment d'ordre technique, économique ou financier.

L'avenant ne peut, en aucun cas, conduire à une augmentation supérieure à 15 % des prix forfaitaires correspondant aux prestations de R&D figurant à l'acte d'engagement.

Toute évolution de prix doit être strictement justifiée par une augmentation objectivement constatée des coûts directement induits par la phase de R&D, à l'exclusion de tout aléa commercial, marge additionnelle ou coût sans lien direct avec les prestations attendues.

Toutes les modifications du marché public sont conditionnées par le respect des dispositions relatives aux modifications en cours d'exécution du marché public (article R.2194-1 à R.2194-9).

ARTICLE 11 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

11.1 - RESPONSABILITE

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public.

Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard de l'Acheteur, des membres bénéficiaires, et de tous tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

11.2 - ASSURANCE

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de la CAIH en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'Acheteur au Titulaire.

ARTICLE 12 - RESILIATION DU PARTENARIAT D'INNOVATION

12.1 - RESILIATION DU PARTENARIAT D'INNOVATION POUR NON ATTEINTE DES OBJECTIFS PREVUS

Dans les conditions prévues au présent CCAP et selon les objectifs, jalons et conditions prévus au Programme Fonctionne, l'Acheteur pourra résilier le présent partenariat d'innovation si les objectifs de chaque phase ou séquence ne sont pas atteints.

La décision de résiliation est notifiée au Titulaire. Aucune indemnité n'est due dans ce cas.

12.2 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'Acheteur peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

12.3 - RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'Acheteur peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 50 du CCAG-TIC, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'Acheteur. Il est précisé que constitue notamment une faute justifiant la résiliation du marché public, le non respect par le Titulaire des exigences minimales de l'article préliminaire du programme fonctionnel ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à la CAIH ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure de l'Acheteur.

L'Acheteur peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

12.4 - RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Conformément à l'article 49.1 du CCAG-TIC, la CAIH peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;
- lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure.

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 49.2 du CCAG-TIC, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

12.5 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 54 du CCAG TIC.

En cas de non-exécution des prestations, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'Acheteur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

ARTICLE 13 - CESSION DU MARCHE

13.1 - CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable de la CAIH

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, la CAIH se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- la forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- la date à laquelle la cession doit intervenir.

La CAIH devra se prononcer sur l'agrément du cessionnaire au plus tard trente (30) jours ouvrés après réception de la demande d'agrément, étant précisé que la CAIH ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

13.2 - CESSION DU MARCHE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE

Il est expressément convenu que, si au cours de la période contractuelle, la CAIH venait à faire l'objet de :

- une transformation de son statut juridique,
- une réorganisation interne affectant son activité de centrale d'achat,
- une fusion, scission, absorption ou transfert de tout ou partie de ses missions à une autre entité publique ou assimilée,

La CAIH en informera le Titulaire par écrit en lui exposant la nature du changement, ses causes et ses conséquences prévisibles sur l'exécution du marché.

Dans une telle hypothèse, et lorsque le changement de structure l'exige, **le présent marché ainsi que l'ensemble des documents contractuels afférents pourront être transférés de plein droit** à l'entité publique ou organisation qui reprendra les missions exercées par la CAIH dans le cadre du présent contrat.

Ce transfert ne pourra donner lieu :

- Ni à une résiliation à l'initiative du Titulaire,
- Ni à une demande de révision des prix,
- Ni à un renchérissement,
- Ni à une modification des obligations du Titulaire,
- Ni à une atteinte aux droits que le Titulaire tient du présent marché.

Le marché se poursuivra avec la nouvelle entité juridique dans les **mêmes conditions contractuelles**, sans formalité supplémentaire, sous réserve d'une notification écrite adressée au Titulaire.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lyon, situé 184 Rue Duguesclin,

69433 Lyon Cedex 03 (Tél : 04 78 14 10 10 ; Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr).

ANNEXE 3 CCAP : RGPD

A3.1 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant (le titulaire du marché public) s'engage à effectuer pour le compte du Responsable du Traitement (le pouvoir adjudicateur, la CAIH et les Acheteurs) les opérations de Traitement de Données à caractère personnel définies ci-après pour la réalisation des services tels que décrits dans les pièces du présent marché public.

A3.1.1 – DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre du présent partenariat d'innovation, les Parties s'engagent à respecter l'ensemble de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD),
- La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (loi « Informatique et Libertés »),
- Les référentiels, doctrines et recommandations de la CNIL.

Pour l'application de la présente annexe :

- **Le “responsable du traitement” est la CAIH**, agissant pour les besoins du pilotage du marché et, le cas échéant, chacun des établissements membres pour les traitements qu'ils conduisent dans le cadre de l'exécution du partenariat d'innovation ;
- **Le “sous-traitant” est le Titulaire**, au sens de l'article 4 du RGPD, lorsque des données à caractère personnel sont traitées pour le compte de la CAIH ou d'un établissement membre.

Le Titulaire est autorisé à traiter uniquement les **données à caractère personnel strictement nécessaires** à l'exécution du marché, notamment :

- Les données d'identification des interlocuteurs CAIH et établissements membres (nom, prénom, fonction, coordonnées professionnelles) ;
- Les données techniques générées dans le cadre de la R&D ou des phases de test (journaux techniques, pseudonymes, identifiants fonctionnels) lorsque cela est nécessaire au diagnostic ou à l'assistance.

La CAIH met à la disposition du Titulaire les seules informations nécessaires à l'exécution du contrat.

Le délégué à la protection des données (DPO) de la CAIH peut être contacté à : **dpo@caih.fr**
Chaque établissement membre conserve son propre DPO.

A3.1.2 – OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT (TITULAIRE)

Conformément à l'article 28 du RGPD, le Titulaire s'engage à :

(a) Finalité et instructions

- Traiter les données uniquement pour les finalités strictement nécessaires à l'exécution du marché ;

- Agir exclusivement sur instructions documentées de la CAIH ou de l'établissement concerné.

(b) Confidentialité et sécurité

- Garantir la confidentialité des données traitées ;
- Veiller à ce que tout personnel autorisé soit soumis à une obligation de confidentialité et formé à la protection des données ;
- Appliquer les mesures techniques et organisationnelles adaptées au risque, y compris les bonnes pratiques de cybersécurité.

(c) Protection des données dès la conception

- Intégrer les principes de protection des données dès la conception et par défaut (privacy by design / by default) dans les outils, prototypes, environnements de test et développements réalisés dans le cadre du marché.

(d) Documentation et audit

- Tenir un registre des activités de traitement effectuées pour le compte de la CAIH ou des établissements membres ;
- Mettre à disposition la documentation démontrant la conformité au RGPD ;
- Permettre la réalisation d'audits ou inspections par la CAIH ou ses mandataires.

(e) Sous-traitance ultérieure

Si le Titulaire recourt à un sous-traitant ultérieur :

- Il doit en informer préalablement la CAIH ;
- Communiquer les finalités, coordonnées, durée, localisation et mesures de sécurité ;
- Obtenir l'autorisation écrite préalable de la CAIH ;
- Garantir que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations RGPD ;
- Garantir que le sous-traitant ultérieur n'est pas soumis à une loi extra-européenne.

(f) Cybersécurité

Le Titulaire applique les référentiels et bonnes pratiques du secteur (ANSSI, ISO 2700x, OWASP). Lorsque le traitement intervient sur les infrastructures des établissements, les directives de sécurité locales doivent être respectées.

A3.1.3 – OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT (CAIH ET/OU ÉTABLISSEMENTS)

La CAIH, ou l'établissement bénéficiaire selon les cas, s'engage à :

- Fournir au Titulaire les seules données nécessaires à l'exécution du marché ;
- Documenter par écrit toute instruction relative aux traitements confiés ;
- Superviser le traitement et contrôler la conformité des opérations réalisées ;

- Informer les personnes concernées conformément aux articles 13 et 14 du RGPD, sauf si une disposition particulière du CCTP prévoit que cette information est assurée par le Titulaire.

A3.1.4 – DONNÉES PERSONNELLES DES FOURNISSEURS, PARTENAIRES ET INTERLOCUTEURS

Les données personnelles (identité, coordonnées professionnelles, fonction) collectées par la CAIH dans le cadre du présent marché sont utilisées exclusivement pour :

- La passation,
- La gestion,
- L'exécution,
- le suivi administratif et technique du contrat.

Ces données sont conservées conformément aux durées légales applicables en matière de commande publique.

L'accès aux données est strictement limité :

- Aux personnels habilités de la CAIH,
- Aux établissements membres strictement concernés,
- Aux prestataires agissant en qualité de sous-traitants autorisés.

Les personnes concernées disposent des droits prévus aux articles 15 à 22 du RGPD (accès, rectification, effacement, limitation, opposition, portabilité).

Les demandes peuvent être adressées au DPO de la CAIH : **dpo@caih.fr**

A3.1.5 – DROITS DES PERSONNES

Lorsque l'exercice des droits porte sur des données traitées par le Titulaire en sous-traitance :

- Le Titulaire traite la demande **au nom et pour le compte de la CAIH ou de l'établissement concerné**,
- Et informe sans délai le responsable de traitement de la demande reçue, afin que celle-ci soit consignée au registre des demandes.

A3.1.6 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES

Le Titulaire doit notifier **sans délai et au plus tard dans les 24 heures** toute violation de données personnelles à la CAIH, à l'adresse suivante : **dpo@caih.org**

La notification doit comporter tous les éléments utiles permettant à la CAIH d'évaluer l'incident et, le cas échéant, de notifier la violation à la CNIL.

A3.1.7 – ASSISTANCE DU TITULAIRE

Le Titulaire assiste la CAIH (et, le cas échéant, les établissements membres) pour :

- La réalisation des analyses d'impact (AIPD) lorsque nécessaire ;
- La gestion des violations de données ;
- Les échanges avec la CNIL ;
- La mise en œuvre des mesures de sécurité adaptées.

A3.1.8 – SORT DES DONNÉES EN FIN DE CONTRAT

À l'issue du marché, le Titulaire :

- Restitue l'ensemble des données personnelles traitées pour le compte de la CAIH ou des établissements ;
- Procède à la **destruction sécurisée** de toute copie résiduelle dans ses systèmes d'information ;
- Atteste par écrit de cette destruction.

Aucune donnée ne peut être conservée par le Titulaire, sauf obligation légale spécifique dûment justifiée.

A3.1.9 – CLAUSE DE RE-EXAMEN

Le présent dispositif pourra être ajusté par la CAIH pour tenir compte :

- Des évolutions législatives ou réglementaires,
- Des recommandations de la CNIL,
- Ou de la publication de nouvelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28(8) du RGPD.